

Le défi de Grigny : fabriquer

Dix ans après les émeutes, les habitants des « quartiers » se battent toujours pour



UNE HEURE qu'elles discutent au pied des HLM en lacets. Calées dans leurs fauteuils pliants, trois

femmes d'origine portugaise ont sorti leurs aiguilles et leurs tricotés à l'ombre des immeubles décatés. Les mots claquent. Les médias qui déboulent à Grigny avec leurs préjugés lorsqu'il y a le feu dans les banlieues, ça passe. Ça finit toujours par passer. Mais leur acharnement après les attentats de janvier à vouloir transformer tous les voyous du quartier en salafistes convertis à l'islam radical a eu l'effet d'une gifle.

C'est Maria, la plus ancienne, celle que les gamins africains appellent « Mamie blanche » lorsqu'ils la croisent dans les cages d'escaliers, qui est la plus remontée : « Ça fait quarante ans que je vis ici, je n'ai jamais eu d'ennuis. Mes filles non plus. Coulibaly, je l'ai connu petit, il habitait en face. Faut arrêter avec ces histoires, c'est la prison qui l'a radicalisé. Ça n'a rien à voir avec notre cité. »

Le soleil tombe en rideau cet après-midi de septembre sur la Grande Borne. Des femmes ivoiriennes enveloppées dans de longues robes soyeuses attendent la sortie de l'école, des gamins jouent au foot, des ados à la démarche chaloupée traînent leur silhouette cagoulée à la sortie du collège Jean-Vilar. Dix ans après les émeutes parties de Clichy-sous-Bois, Grigny a des airs de banlieue

PATRICE GOKULJAPP

de la réussite en banlieue

sortir des difficultés et des préjugés. Récit d'un travail de longue haleine.

déglinguée mais tranquille. Bien sûr, à la nuit tombée, dans le quartier de la Treille, des bandes de jeunes livrés à eux-mêmes joueront les caïds et se livreront à tous les trafics. Il y aura toujours des faits divers, comme le gymnase Athena ravagé par un incendie criminel quelques jours après la rentrée.

Des gamins devenus des pros de la fibre optique

Mais sans détourner le regard sur le mal des banlieues, il faut pouvoir observer autre chose, tout aussi tangible, palpable et réel. Repérer toutes ces initiatives lancées par petites touches impressionnistes ici ou là par des héros anonymes : cette solidarité de palier impulsée dans les cages d'escaliers par les bénévoles de l'association Voisin malin ; ces enseignants qui investissent leur temps et leur énergie pour produire de la confiance et donner aux enfants l'envie de rester dans le quartier ; ces gamins devenus des pros de la fibre optique et recrutés par Orange à peine sortis du centre de formation de la Grande Borne ; enfin, cette entreprise, Le Kiosque à sandwiches – fournisseur de Star-

◀ **LA GRANDE BORNE. La cité fourmille d'initiatives venant de simples citoyens, d'entreprises du privé, ou d'enseignants pour faire face à l'exclusion.**

bucks, de Monoprix et du TGV –, qui, par-delà les préjugés, s'est installée dans la zone franche urbaine et recrute localement. Cette association de petites réussites individuelles ne fait pas encore une victoire, mais donne de l'espoir à l'ancienne cité ouvrière qui retrouve du coup sa dignité.

Cette politique de la ville tant fantasmée commencerait-elle enfin à produire des résultats ? Ou bien la rage des Grignois à combattre les préjugés, l'engagement des associations, la mobilisation des enseignants et des parents d'élèves auraient-ils fini par l'emporter ?

Attablé dans un restaurant turc du centre-ville, Philippe Rio veut y croire. La mission de ce maire communiste, réélu dès le premier tour aux dernières élections, n'est pas facile. Il le sait, il a grandi là. Grigny concentre tous les maux des banlieues populaires : chômage, précarité, échec scolaire, délinquance. Il n'y a pas pire. Ici, 44,5 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Forcément, la crise n'a rien arrangé. « Mais elle a démultiplié la capacité de mobilisation des uns et des autres », assure Philippe Rio, avec cette façon d'articuler quand il parle en montant dans les aigus, ce qui lui donne des faux airs de Fabrice Luchini.

Trois ans de mandat n'ont pas émoussé la volonté de Philippe Rio même si, parfois, il a le sentiment d'écooper, parce que l'Etat a abandonné la ville à son sort. Lorsqu'il a rencontré François Hollande le 29 janvier dernier, après les attentats contre Char-

lie Hebdo, il l'a invité à se déplacer à Grigny. Manuel Valls, lui, était venu en mars 2013, il était encore ministre de l'Intérieur. Les habitants s'en souviennent très bien : « C'était lorsque des passagers du RER D s'étaient fait détrousser par une bande de voyous. Il n'est même pas sorti de la gare. Et c'est lui qui parle d'apartheid territorial ? » s'emporte un habitant de la Grande Borne.

Pour ramener la République dans ces quartiers laissés pour compte, le maire a bien été obligé de se retrousser les manches. Il y a quelques semaines, la présidente du tribunal de grande instance d'Evry, Nicole Jarno, est venue ouvrir un point d'accès au droit. Pas un simple guichet, mais un lieu de socialisation et d'émancipation pour les plus vulnérables. Tout un symbole. C'est comme cet ancien commissaire de police à la retraite qui vient faire de la médiation une fois par semaine. « On est là pour écouter, apporter des réponses et montrer que la police ne se résume pas à l'équipage de la BAC », dit-il.

L'accession à la propriété a viré au cauchemar

Mais une des choses dont l'élu est le plus fier, c'est que l'Etat va enfin pouvoir en finir avec ces logements insalubres de Grigny 2. Nom de code sans âme pour désigner cette copropriété géante où vit la moitié de la population de la ville, et dont le syndicat principal a été placé sous administration judiciaire. Ici, le rêve d'accession à la propriété a viré au cauchemar. ➤

UN CONCENTRÉ DE DIFFICULTÉS

	GRIGNY	DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
Taux de chômage	22 %	10,4 %
Part des ménages imposés*	44,1 %	75,6 %
Scolarisation des 18-24 ans	47,1 %	54,5 %
Taux de pauvreté	44,5 %	12 %

* Impôt sur le revenu. Source : Insee

➤ A l'origine, ces 5 000 appartements avaient été conçus dans les années 60 pour permettre aux salariés d'Air France et aux gardiens de la prison de Fleury-Mérogis d'acheter leur logement. Depuis, la plupart sont partis, livrant la cité aux marchands de sommeil et aux copropriétaires ruinés. « Un tiers d'entre eux ne paient plus leurs charges. Certains ont des arriérés de 50 000 euros, c'est plus que la valeur de leur appartement », déplore El Gabsi Ladjnef, pilier de l'association Bien vivre ensemble à Grigny 2. Du coup, « ils n'ont d'autre choix que de partir, en sous-louant leur appartement ou en vendant au rabais », décrypte Omar Dawson, président de l'association Grigny-Wood.

Les profs du collège ne comptent pas leurs heures

La nuit s'apprête à chasser le jour lorsque des enseignants quittent le collège Jean-Vilar à la Grande Borne. Là où un enfant sur deux sort du système scolaire sans diplôme. Mais aussi là où les profs ne comptent pas leurs heures, des parents d'élèves et des associations s'engagent, transcendant les ressources traditionnelles d'un établissement scolaire. A force de pédagogie différenciée, ce collège niché au cœur de la cité fabrique discrètement de la réussite.

Le résultat d'un travail de fourni bien fragile. Qu'un enseignant soit muté, qu'un fait divers éclate, et c'est tout l'écosystème qui se retrouve déséquilibré. Les attentats de janvier sont aussi venus rappeler à quel point l'équilibre de la société se construit aussi à l'école. « Plus on donne de références aux élèves, moins ils se radicalisent, plaide un enseignant. Et ça marche. L'ambition est forte, nos collégiens disent vouloir faire une école d'ingénieurs, médecine, Sciences Po... Ça n'ar-

rivait pas, autrefois. » Encore faut-il que, localement, les entreprises recrutent.

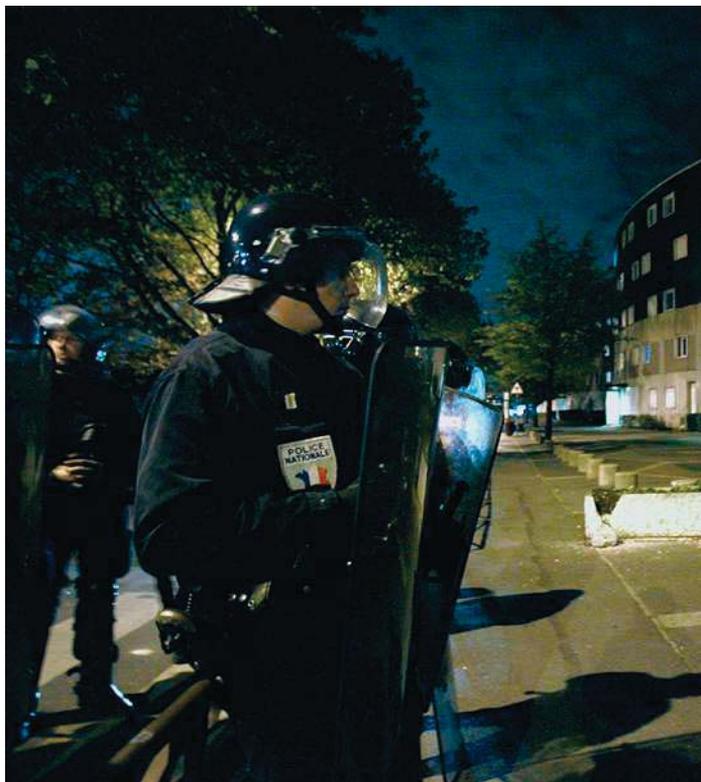
Construite au fond de la zone industrielle des Radars, l'usine Coca-Cola emploie 240 personnes. Mais trop peu de Grignois, ou bien uniquement en intérim. De 2007 à 2012, après les émeutes, la multinationale avait essayé de prendre des jeunes des cités en apprentissage. C'est comme ça qu'Amédée Coulibaly s'était retrouvé à faire les trois-huit sur une chaîne d'embouteillage. Mais l'opération n'a pas été renouvelée, Coca-Cola a préféré créer du lien en lançant le prix des Projets associatifs, s'offrant au passage une image d'acteur engagé. Moins risqué et plus gratifiant.

Les grosses entreprises ont finalement peu exploité cette classe moyenne émergente. Majid El Jarroudi a fondé l'Agence pour la diversité entrepreneuriale. Il tempore : « Elles ne trouvent pas toujours les profils qui leur conviennent. Ou alors, les gens montent rapidement en compétences et s'en vont vivre ailleurs. » Que restait-il, sinon la colère, lorsque la machine à exclure tourne à plein régime ? Que faire d'autre que se réunir au bas des immeubles, traîner dans les halls et les parkings ?

Au volant de son camping-car entièrement tagué, Yazid Kherfi, 56 ans, sillonne les banlieues sensibles pour sortir les jeunes des cages d'escaliers et, dit-il, libérer la parole. Cet été, cet ancien délinquant reconverti en spécialiste de la prévention urbaine était à Bondy et à Clichy-sous-Bois. En octobre, il

« Ici, les entreprises ne trouvent pas toujours les bons profils. Ou alors les gens montent en compétences et s'en vont vivre ailleurs. »

Majid El Jarroudi, Agence pour la diversité entrepreneuriale.



VIOLENCES. Les forces de l'ordre, à Grigny, en novembre 2005. Les banlieues françaises ont été secouées par trois semaines d'émeutes sans précédent.

sera dans les quartiers nord de Marseille. Le soir, à l'heure où les services publics ferment, il s'installe dans les quartiers chauds, déplie ses tables de camping recouvertes d'une toile cirée à carreaux, sort ses thermos de thé à la menthe, ses chips et ses jeux de société, sous l'œil goguenard des jeunes des cités. « Ma vie a basculé le jour où, à la barre du tribunal, le maire de Mantes-la-Jolie est venu témoigner en ma faveur. Il a expliqué aux juges que j'étais un mec bien, alors que, toute ma vie, on m'avait toujours dit que j'étais nul. » Comme quoi tout est question de regard.

A la vue des policiers, les guetteurs donnent l'alerte

Lorsqu'ils arpentent en civil les cités, avec leur casque et leur gilets pare-balles, les équipages de la BAC se posent eux aussi la question du regard. Forcément. Il est 18 heures 30 lorsque, ce jour-là, ils décident d'aller rue Lavoisier, un des points de



deals connus de Grigny 2. Le moteur de leur voiture banalisée n'est pas éteint que le cri des « choufs », les guetteurs cagoulés chargés de donner l'alerte, retentit. Le contrôle d'identité d'un homme qui fume la chicha au pied d'un immeuble s'éternise. A force de patrouiller, les policiers connaissent tous les jeunes du quartier. Pas cette fois-ci.

Le temps de le fouiller, vérifier qu'il n'est pas connu des services de police, de jeter un œil dans la cage d'escalier, de soupeser les faux plafonds et découvrir les messages tagués sur les murs (« J've vous fumer vos mères »), avec leurs prénoms, un groupe de dealers s'est posté à quelques mètres d'eux ; adossés à une voiture, ils les narguent.

Les flics sont là depuis un quart d'heure et, pendant ce temps, le business ne se fait pas. « Allez, on lève le camp », ordonne le lieutenant. Plus tard, il expliquera : « On aurait pu les contrôler. Mais on prend le

risque de partir à l'affrontement. Et on n'a pas de renforts. Derrière, dans les bosquets, je peux vous dire qu'ils sont nombreux. » Régulièrement, les forces de police mènent dans les quartiers sensibles des opérations antistups coordonnées.

La menace a changé de nature. Les violences urbaines ont laissé

AFFICHAGE.
Manuel Valls,
alors ministre de
l'Intérieur, en
déplacement
à Grigny, en 2013,
après une agression
dans le RER.

« Dans quelques mois, on va se retrouver de nouveau sous le feu des projecteurs pour la date anniversaire des attentats de janvier 2015. Ça va être terrible. »

Philippe Rio, maire communiste de Grigny.

la place à des agressions éclairs des forces de l'ordre. « C'est le phénomène du guet-apens. Ils provoquent des incidents qui nous obligent à venir, et ils nous tombent dessus », explique le commandant Watremez. A la Grande Borne, c'est facile. Le

quartier est enclavé. Cet été, un véhicule de police qui patrouillait a été agressé avec des jets de pierres et des tirs de mortier. Le plan de rénovation urbaine va profondément faciliter le travail des forces de l'ordre. De nouveaux logements vont être construits, mais il prévoit aussi d'ouvrir une voie à travers la cité. Encore un projet porté par le maire. Dans le ton, dans les mots, rien ne résiste à ses convictions. C'est dans le regard que l'on perçoit une sorte de vague à l'âme.

Philippe Rio est anxieux, il le reconnaît : « Dans quelques mois, on va de nouveau se retrouver sous le feu des projecteurs pour la date anniversaire des attentats. Ça va être terrible. » Il va falloir réexpliquer, redire, la réalité complexe d'une banlieue pas comme les autres, aux vies cabossées et à la mixité sociale illusoire, certes, mais à des années-lumière d'une « no go zone » version Fox News.

© GÉRALDINE MEIGNAN